

# *Temps critiques*

Numéro 23 — Printemps 2025

## SOMMAIRE

Le capital : une brève mise à jour .....	3
TEMPS CRITIQUES	
Des immigrés aux migrants.....	19
TEMPS CRITIQUES	
États-Unis : révolution politique et réorganisation chaotique au sommet du capitalisme .....	33
Larry COHEN	
Puissance et déclin : la fragile synthèse trumpienne .....	79
Jacques WAJNSZTEJN	
Introuvable kathékon, réflexions à partir du dernier Tronti.....	107
Jacques GUIGOU	
L'achèvement du temps historique.....	133
Jacques WAJNSZTEJN	
Approche provisoire d'un dualisme problématique .....	167
Venant BRISSET	
Le chemin étroit de la critique du travail .....	171
GZAVIER & JULIEN	
La critique du travail englobée.....	189
GZAVIER & JULIEN	

ÉTATS-UNIS : RÉVOLUTION POLITIQUE ET  
RÉORGANISATION CHAOTIQUE AU SOMMET  
DU CAPITALISME

Larry COHEN

Beaucoup a déjà été écrit sur les changements en cours aux États-Unis depuis l'élection de Donald Trump, dont le rythme et l'ampleur donnent le tournis. Nombre des actions (ou des menaces dans bien des cas) du gouvernement ont déjà été relayées par les médias. Petit rappel tout de même : des rafles sur tout le territoire à la recherche d'immigrés clandestins, compte tenu du tarissement de l'afflux d'immigrés à la frontière sud (32 800 interpellations en moins de deux mois, mais avec peu d'expulsions pour l'heure vu que la plupart des interpellés étaient en règle et pas recherchés par la justice) ; militarisation d'une grande partie de la frontière avec le Mexique, permettant de passer outre à la loi interdisant l'utilisation de l'armée pour des opérations policières ; suppression des financements de l'USAID (contestée par les tribunaux, mais déjà bien meurtrière) ; licenciement ou renvoi abusif et arbitraire de plus de 121 000 salariés fédéraux (à la date du 28 mars 2025 selon CNN) ; projet d'annexion du Canada, du Groenland et du canal de Panama ; proposition de vidage de Gaza de sa population pour en faire la « Riviera du Moyen-Orient » ; remise en cause du droit du sol (consacré par le 14<sup>e</sup> amendement à la Constitution en 1868) ; grâce présidentielle accordée à l'ensemble des condamnés pour l'assaut du Capitole ; arrestation puis envoi, sans la moindre procédure, de 300 étrangers environ soupçonnés d'appartenir à un gang dans une prison de haute sécurité salvadorienne ; révocation des visas d'au moins 500 étudiants étrangers ; arrestation sans mandat d'étudiants étrangers ayant pris position contre la politique israélienne, en vue de leur expulsion... Quant à la question de savoir comment les interpréter, les références aux concepts du passé foisonnent actuellement, relevant souvent du réflexe conditionné plutôt que de l'analyse réfléchie : retour du fas-

cisme, isolationnisme, démocratie en péril, régime oligarchique. Comme ce serait impossible d'aborder ici tous les aspects du problème, nous allons nous borner à parler des plus importants de notre point de vue, en n'évoquant qu'en passant l'impact de cette nouvelle présidence à l'international, vaste sujet qui mériterait un traitement à part.

1) On a affaire à une révolution essentiellement politique (plutôt que sociale ou économique) de grande ampleur, certainement la plus importante qu'aient connue les États-Unis depuis au moins le *New Deal*. Le régime américain était déjà très présidentiel, mais la concentration actuelle de pouvoir aux mains de l'exécutif, avec en prime la désignation systématique de fidèles inconditionnels de Trump à tous les postes clés<sup>1</sup>, tend à réduire les autres instances — le Congrès, les tribunaux, voire la Cour suprême — à un rôle essentiellement décoratif.

2) Le fameux système des contre-pouvoirs (*checks and balances*) dont les Américains tirent une si grande fierté n'a pas disparu, mais il tourne au ralenti. Il y a quelques procédures de droit en cours qui ont permis d'obtenir des sursis de courte durée à l'exécution de certains licenciements ou autres mesures, mais cela ne pèse pas bien lourd. Quant au Congrès, certes dominé par les Républicains, ses membres devraient en théorie défendre leurs prérogatives considérables (par exemple le droit de déterminer l'existence, la mission et la composition des organismes de l'État fédéral), sauf qu'ils se montrent passifs, ou plutôt complices. Rappelons par ailleurs que, contrairement à ce qu'on raconte communément, si les « pères fondateurs » se sont dotés d'un tel système de multiplication-dispersion des instances de pouvoir, ce n'était nulle-

---

1 – Une particularité américaine qui remonte au XIX<sup>e</sup> siècle, et qui n'a jamais entièrement disparu en dépit de plusieurs réformes, est le nombre extraordinaire d'embauches ouvertement « politiques » à la suite de chaque élection. Il s'agit de quelques dizaines de cas dans la plupart des pays avancés, mais généralement de 4000 environ après chaque élection américaine. Trump, cela va sans dire, n'a fait que radicaliser une pratique existante.

moyens technologiques, industriels et financiers considérables dont il va certainement se servir pour atténuer au moins l'impact des actions agressives de Washington. Par ailleurs, Trump et son équipe surestiment globalement leur capacité à faire plier le monde entier, sans parler de le réorganiser comme l'ont fait après la guerre les forces d'occupation américaines en Allemagne et au Japon. Il suffit pour s'en convaincre de penser aux négociations avec Poutine, que Trump se vantait de pouvoir boucler en deux temps, trois mouvements. Or il n'en est rien. De même, occuper le canal du Panama, c'est dans ses cordes. S'emparer du Groenland, éventuellement aussi. Mais le Canada, c'est une autre paire de manches<sup>49</sup>.

Quoi qu'il arrive, tout mouvement de révolte qui se contente de vouloir restaurer les conditions, les lois et le fonctionnement des institutions américaines d'avant Trump est voué à l'échec, y compris et surtout sous la forme d'un retour des Démocrates au pouvoir. Comme le reconnaissent certains participants aux événements publics récents, il faudra accepter de prendre des risques et, d'une certaine façon, les attaques du gouvernement contre les juges, contre les cabinets d'avocats ayant osé auparavant lui tenir tête et contre la légalité en général ne laissent guère le choix à ceux qui n'ont pas envie de courber l'échine. Si on assiste pour l'instant à beaucoup de rabâchage des mots d'ordre du passé, il faut se dire qu'il n'est pas rare dans l'histoire qu'une situation inédite finisse par susciter des réactions tout aussi inédites. Espérons que ce sera bientôt le cas aux États-Unis.

49 – Il est amusant de constater qu'il a suffi d'un peu de fermeté de la part de Mark Carney pour que Trump, terreur de la cour de récréation, abandonne son discours sur l'annexion du Canada et adopte un ton respectueux dans son compte rendu sur Truth Social de leur conversation téléphonique du 28 mars, allant jusqu'à désigner son interlocuteur comme le Premier ministre, alors qu'il avait auparavant dénigré son prédécesseur, Justin Trudeau, en le qualifiant de simple gouverneur (sans doute du futur 51<sup>e</sup> État des États-Unis).

ment pour protéger les droits des citoyens : c'était pour mettre les institutions de la jeune république à l'abri de révoltes populaires<sup>2</sup>.

3) Le mariage entre une frange du secteur tech et la droite MAGA (« Make America Great Again ») a beau paraître saugrenu, il ne l'est pas. D'abord, sur le plan de la levée de fonds indispensable au financement des campagnes électorales, les Démocrates ont devancé les Républicains au cours des présidentielles de ces dernières années (quoique l'existence de financements occultes empêche toute comptabilité précise). Ce fait, rarement signalé par les médias de gauche, met à mal la thèse d'une oligarchie qui aurait soudain pris le pouvoir sous Trump. Car les fractions les plus puissantes et surtout les plus dynamiques du capital américain, tout comme les couches très aisées de la population, préfèrent en règle générale des élus raisonnables et prévisibles. Cependant, toute une série de problèmes pas fondamentaux mais quand même embêtants pour les entreprises (la réglementation du secteur tech, de l'expression sur les réseaux sociaux, les principes de diversité, équité et inclusion, ou DEI) a donné à Trump et à son équipe le moyen d'amadouer une partie du secteur tech auparavant fidèle au camp « progressiste ». Le techno-libertarien Peter Thiel, parrain du vice-président J. D. Vance et fondateur de PayPal, aura été la figure clé de ce rapprochement. Ce sont surtout les entités non cotées en Bourse et financées par le capital-investissement (*private equity*) qui ont soutenu le candidat républicain, et pas les « Big Six » du *net* pourtant bien en vue à la cérémonie d'investiture : Apple, Amazon, Alphabet (Google), Meta (Facebook), Microsoft et Nvidia.

La tech n'est pas un secteur en crise ni en perte de vitesse, bien au contraire : à la différence de ceux qui ont financé Hitler en Allemagne, ce sont les grands gagnants des transformations de ces dernières décennies qui sont à la manœuvre. Cela fait d'ailleurs apparaître les limites de la

2 – Trois mois avant la Convention constitutionnelle de Philadelphie en 1787, un soulèvement armé des petits agriculteurs endettés du Massachusetts, connu depuis sous le nom de révolte de Shays, avait été noyé dans le sang.

comparaison avec l'avènement du nazisme. En revanche, la toile de fond à ne pas sous-estimer, c'est la rivalité avec la Chine, que tous les grands noms de la tech américaine ont bien en tête.

En effet, au cœur de cette rivalité se trouve l'intelligence artificielle (IA), dont la mise en œuvre suppose une consommation colossale d'électricité (même si l'acteur chinois DeepSeek prétend y arriver de façon plus économique, promesse qui attend cependant d'être vérifiée à plus grande échelle dans la pratique). Et malgré certaines avancées en matière d'énergie « propre » sous Biden, la prudence commanderait plutôt de se rabattre sur le mix énergétique déjà bien en place et qui assure depuis un siècle la puissance économique des États-Unis. Ce qui est précisément l'orientation du nouveau gouvernement. Cela présente par ailleurs l'avantage de permettre aux entreprises du net de conclure sans peine une alliance avec la « coalition carbone », qui n'a jamais perdu sa place prépondérante au sein du capital américain et qui a le soutien de la base MAGA. Tout cela se déroule, bien entendu, sur fond de ce que *Temps critiques* appelle la « révolution du capital », qui entraîne notamment un processus de totalisation : non pas la domination par la finance comme théorisée autrefois et souvent dénoncée encore aujourd'hui, mais la mobilisation de la finance sous des formes diverses et parfois plus souples comme le capital-risque. Du coup, on assiste à une nouvelle dynamique entre industrie et finance, entre grands groupes établis et start-ups innovantes, entre activités matérielles et immatérielles.

Enfin, les entreprises de la Silicon Valley, les compagnies pétrolières et gazières et bien d'autres ont en commun une grande hostilité envers la réglementation en général, et là, le souci des questions environnementales et sociales (les fameux critères ESG) dérange assurément davantage que les incitations à embaucher des femmes, des Noirs, des homosexuels ou à utiliser le pronom politiquement correct pour s'adresser à un salarié. Or les années Biden furent une période de renforcement de la réglementation économique et de la politique de transition énergétique.

elles cherchent à échapper au carcan électoral, ne vont guère au-delà des schémas multiculturalistes et genristes qui ont contribué à enfermer la société américaine dans les oppositions caricaturales entre *woke* et *anti-woke*, entre « progressistes » et « réacs »<sup>48</sup>, qui ont conduit dans l'impasse actuelle<sup>48</sup>. D'un autre côté, on devine déjà une possibilité d'en sortir à l'observation des dégraissages en cours, qui s'appliquent à tort et à travers et non pas à la tête du client (de fervents partisans de Trump se trouvent du jour au lendemain au chômage ou sans services sociaux localement). Que l'on songe au projet du gouvernement de tailler dans le budget du *Department of Veteran Affairs*, avec 83 000 licenciements programmés. Les anciens combattants, qui constituent déjà 30 % environ des salariés fédéraux du pays et sont plutôt d'esprit conservateur (près de 60 % ont voté pour Trump), apprécieront encore moins que les autres de s'entendre traiter de fainéants, de tricheurs ou de simples bouches à nourrir.

Un dernier point à aborder : si le projet trumpiste prend bien le chemin esquissé dans ces pages, qui va en profiter ? Difficile à dire mais, s'il fallait à tout prix faire un pari, ce serait la Chine. Malgré ses difficultés internes et sa dépendance envers les exportations, surtout en direction des États-Unis, le régime chinois est en train de conclure des accords dans le reste du monde, où le stalinisme de Xi peut paraître préférable aux méthodes brutales de Trump. Sans compter qu'il dispose de

48 – Par exemple, Aziz Rana, *op. cit.* Pour être juste envers Sanders et Ocasio-Cortez, eux parlent au moins de la classe ouvrière, mais surtout comme d'une catégorie de victimes, pas comme d'une possible communauté de lutte pouvant s'inspirer, dans l'action, du souvenir des grands combats du passé, ni même des conflits récents comme la grève des cheminots brisée par un président démocrate, Joe Biden. En outre, ils évitent soigneusement les sujets « clivants » comme les attaques contre les immigrés qui, nous l'avons vu, ne datent pas de l'élection de Trump, ou même les arrestations d'étudiants et de chercheurs étrangers ayant pris des positions propalestiniennes. L'essentiel étant de vendre l'idée que le Parti démocrate fut autrefois le parti des ouvriers et, soumis à une pression suffisante, pourrait le devenir à nouveau.

En effet, les électeurs MAGA sont de plus en plus nombreux à protester contre les fermetures de services publics, alors que Robert F. Kennedy Junior a annoncé en plus une réduction de 25 % du personnel du HHS (Santé), le tout, bien entendu, au nom de la chasse au gaspillage bureaucratique<sup>47</sup>. Des expulsions en petit nombre d'immigrés clandestins devant les caméras ou la suppression de programmes de DEI risquent de n'offrir qu'une très maigre consolation à ceux qui ont cru aux promesses électorales de baisse immédiate de l'inflation et de création rapide d'emplois industriels.

Une certaine contestation se développe donc dans beaucoup de régions, sympathique, parfois imaginative mais d'assez faible ampleur. En même temps, Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez enregistrent un succès notable en organisant des rassemblements sous le slogan : « Combattions l'oligarchie ! » Sanders est formellement indépendant du Parti démocrate, sauf que lui, de même que la *democratic socialist* « AOC », le cinéaste Michael Moore et bien d'autres à gauche finiront comme toujours par mobiliser les électeurs pour battre les Républicains aux élections de mi-mandat de 2026, c'est-à-dire pour élire les Démocrates. Cela donnerait au mieux une réédition de la « coalition arc-en-ciel » conçue par Jesse Jackson pour sa campagne présidentielle en 1984, et probablement avec beaucoup moins de succès, tant la vie politique du pays est figée. Surtout, le message de Sanders et d'AOC tourne pour l'essentiel autour de l'idée d'un ratrappage qui hisserait enfin les États-Unis au niveau des autres pays développés en matière de protection sociale. Ce serait certes un soulagement pour beaucoup de monde, mais on serait loin, très loin, d'une transformation radicale de la société. Et jusqu'ici, les propositions avancées par d'autres, même si

47 – Le service des impôts est également dans le collimateur du DOGE, et pour des raisons qu'on devine sans peine. Pour donner une idée de ses effectifs « pléthoriques » que Musk cherche à comprimer, le fisc américain employait 89 767 salariés en 2023, contre 95 000 pour le fisc français en 2024, alors que les États-Unis comptent environ cinq fois plus d'habitants que la France.

4) Ce qui nous amène à Elon Musk, qui a donné près de 290 millions en amont de l'élection. Cela explique en grande partie le tapis rouge déroulé par Trump. Il n'est pourtant pas typique des grands noms de la *Silicon Valley*. C'est avant tout un ingénieur très largement reconnu par ses pairs, d'origine plutôt modeste (de même que Jeff Bezos), centré sur la production matérielle (les autres étant majoritairement des « investisseurs » visant à établir des monopoles)... et d'une personnalité passablement pathologique. Sa façon de procéder, du moins sur le plan administratif — on casse d'abord, puis on voit ensuite ce que ça donne —, est liée à son expérience d'ingénieur, ainsi qu'à son idéologie « anarcho-capitaliste ». Et contrairement aux autres, il ne s'intéresse pas au premier chef à l'argent. Il est plus mégalomane qu'âpre au gain.

5) Il y a cependant de l'eau dans le gaz. Tesla est en difficulté, en partie certes parce que les pitreries politiques de Musk (salut nazi ou interprété comme tel, soutien à l'AFD en Allemagne) ont terni l'image de marque de ses véhicules, mais plus fondamentalement parce que les investisseurs ont de plus en plus de mal à y croire. Le cours de l'action Tesla, après avoir atteint un sommet juste après l'élection de Trump, dégringole à présent, car les comptes du constructeur montrent des pertes<sup>3</sup>. Dans le même temps, son concurrent chinois, BYD, a surpassé de près de 20 % ses prévisions de ventes pour 2024. En plus, Musk, ce champion de la chasse au gaspillage au niveau fédéral, a été arrosé par le gouvernement de Biden de subventions (au nom de la transition énergétique) qui vont vraisemblablement être supprimées sous l'influence du courant largement dominant au sein du Parti républicain, qui ne jure que par le pétrole, le gaz naturel et le charbon. D'un autre côté, son groupe SpaceX, qui englobe son activité de lancement de fusées ainsi que Starlink, réseau de 7000 satellites en orbite basse dont

3 – Au cours des trois premiers mois de 2025, les cadres supérieurs du constructeur ont revendu 745 228 actions Tesla et n'en ont acheté aucune. Musk en est même réduit à les supplier de les conserver. Tesla a cessé dès la semaine du 17 mars d'être la première source de son patrimoine...

l'objectif est de faire de la disruption dans le système mondial d'Internet par fibre optique, ne pourrait survivre cinq minutes sans la bienveillance et le soutien actif d'un État puissant. La FCC, autorité américaine de régulation des médias, avait mis en attente une application conçue pour porter à près de 30 000 le nombre de ces satellites sous Biden. On comprend dès lors la posture anti-réglementation de Musk, tout comme sa largesse envers Trump.

6) Les Républicains risquent la défaite aux élections législatives de mi-mandat en novembre 2026, surtout si la politique chaotique de licenciements et de désorganisation des services fédéraux menée par le DOGE (*Department of Government Efficiency*), une entité sans statut légal reconnu par le Congrès, établie par simple décret et dirigée de fait par Elon Musk, continue sans entraves. Dans beaucoup de circonscriptions, leurs élus doivent déjà répondre, au cours d'assemblées publiques, devant des citoyens en colère. Courageux mais pas téméraires, la plupart d'entre eux ont fini, sur les conseils du gouvernement, par éviter de telles réunions ou les limiter à des échanges téléphoniques. Trump a réussi remarquablement à intimider les élus républicains et à imposer un degré de discipline de parti hors du commun dans l'histoire américaine. Mais sont-ils tous prêts à sacrifier leur siège au nom de la mobilisation idéologique derrière lui ?

7) Et les réactions de la population face à cette offensive ? Il y en a, mais elles ne sont pas franchement impressionnantes. Rappelons d'abord que contrairement à l'élection de 2016, que Trump a gagnée grâce au système archaïque du collège électoral mais sans majorité des suffrages, et à celle de 2020, qu'il a carrément perdue, ce qui l'a poussé à tenter un coup d'État déguisé en mouvement populaire, il a eu en 2024 la majorité absolue des suffrages. Vu les contributions colossales levées par le Parti démocrate, la foule de procédures à l'encontre de Trump et les mises en garde obsessionnelles contre le péril fasciste, sa victoire a laissé le camp « progressiste » aphonie. Surtout, il a fait des scores plutôt respectables auprès des populations que les Démocrates prétendaient protéger contre lui : femmes, Noirs, Latinos... Ce parti spécialisé dans la

la Bourse, de récession, de faillites en série. Mais en seraient-ils capables ? Ce n'est pas évident. Accepteraient-ils d'abandonner les droits de douane, ou les baisses d'impôts promises aux couches aisées, qu'ils ne pourraient financer qu'en sabrant dans le budget de l'aide médicale dont dépendent 75 millions de personnes, y compris des dizaines de millions dans les États solidement acquis au Parti républicain ? Ce serait avouer s'être trompés sur toute la ligne. À l'heure où nous écrivons, c'est la chute du marché obligataire qui a contraint le gouvernement à reculer, sans bien sûr reconnaître ouvertement sa reculade. La succession actuelle des louvoiements fait penser qu'on est en présence d'improvisateurs dépassés par les événements. Notons au passage une faiblesse intrinsèque de tout régime à tendance autoritaire, ou en tout cas de tout régime qui proscrit l'échange de vues contradictoires, comme c'est le cas aujourd'hui à Washington. En effet, même dans le pays le plus puissant du monde, l'incapacité à entendre des critiques peut finir par coûter cher.

Cela nous ramène au problème du Congrès, dont dépendra la réalisation du cœur du Projet 2025. De toute évidence, les agissements du DOGE n'aboutiront qu'à des économies de bout de chandelle et leurs résultats médiocres fourniront donc le prétexte pour aller plus loin, c'est-à-dire faire voter des lois de démantèlement-privatisation des structures de protection sociale et de baisse des impôts pour les hauts revenus. Et c'est là que le bâton blesse : Trump a beau rêver d'exercer un pouvoir sans partage, il ne peut envisager de se passer de la branche législative. Or les Républicains n'ont qu'une majorité très mince à la Chambre des représentants qu'ils risquent fort de perdre en 2026. Un incident récent en dit long sur les inquiétudes du gouvernement à ce sujet. Trump comptait nommer Elise Stefanik, élue de l'État de New York, ambassadrice à l'ONU, mais a renoncé à le faire le 27 mars afin de préserver cette majorité (pour le moment). En effet, cela aurait entraîné la démission de celle-ci et la tenue d'une élection partielle afin de pourvoir son siège. Pourtant, Stefanik avait battu sa rivale démocrate en 2024 avec 40 points d'avance ! Saluons au moins la lucidité de gouvernement sur l'impopularité de ses premières mesures.

se plaignent amèrement à présent de sa politique, qui conjugue une volonté de faire baisser le prix du baril pour réduire l'inflation et l'imposition de droits de douane qui renchiront l'acier et l'aluminium importés dont ils ont besoin pour fonctionner. Or se mettre à dos le secteur de l'énergie aux États-Unis, c'est jouer avec le feu. Même chose en ce qui concerne l'industrie automobile : selon une société de recherche spécialisée, dès la mi-avril, le secteur devrait construire 20 000 véhicules de moins par jour<sup>45</sup>. Difficile d'imaginer que les multiples fractions du capital affectées par la nouvelle guerre commerciale resteront passives face à une telle gabegie. Il faut par ailleurs noter que des figures de premier plan de la finance — symbole hier de tout ce qui n'allait pas dans le capitalisme « néolibéral » — et de la tech — incarnation suprême de l'« oligarchie<sup>46</sup> » prétendument arrivée au pouvoir avec Trump — prennent position contre la politique actuelle des droits de douane.

Trump et son entourage, nous l'avons vu, ne s'intéressent qu'accessoirement à l'efficacité économique ; leur projet à eux est essentiellement politique et idéologique, tourné vers la puissance, la domination, la grandeur nationale, les rapports de force. Peut-être estiment-ils qu'ils auront toujours le loisir de faire machine arrière en cas de plongeon de

45—Près de la moitié des véhicules de tourisme vendus aux États-Unis viennent de l'étranger. Mais même ceux qui sont construits sur le sol américain comportent environ 60 % de pièces et de sous-ensembles importés. La production nationale sera donc pénalisée au même titre que la production étrangère par les droits de douane.

46—Les défenseurs de la thèse du caractère oligarchique du nouveau gouvernement n'ont pas tort sur un point au moins : le nombre de milliardaires qui en font directement partie. Selon le magazine *Forbes* en 2021, les membres du gouvernement de Biden avaient au total un actif net de 118 millions de dollars. L'équipe de Trump compte, quant à elle, treize milliardaires avec au total dans les 460 milliards de dollars. Même en excluant Musk, on arrive à des dizaines de milliards. Mais s'agit-il d'autre chose que du fameux capitalisme de connivence ?

défense des intérêts matériels et surtout des références culturelles des couches moyennes-supérieures et des éléments montants au sein des « minorités ethniques » s'était raconté que peu importaient les difficultés économiques éprouvées par 80 % des habitants du pays sous la présidence de Biden et leur peu de goût pour les valeurs *woke* et les questions identitaires : un savant mélange de soutien des vedettes, de financements mirobolants et de diabolisation de Trump suffirait à assurer une nouvelle victoire des Démocrates<sup>4</sup>. Bref, le schéma minorités + identités + niveau supérieur d'études + quelques ouvriers syndiqués n'ayant pas encore perdu leurs vieux réflexes = gauche progressiste = majorité électorale n'a pas la moindre pertinence dans ce contexte.

On est donc loin des grands rassemblements ayant suivi la première victoire de Trump en 2016 (des millions de manifestants pour la « marche des femmes » en mars 2017, après son investiture), sans parler du mouvement contre les violences policières à la suite de la mort de George Floyd, ou même d'*Occupy Wall Street*. Comme l'a dit Marx dans *Le Dix-Huit Brumaire de Louis Bonaparte* au sujet de la paysannerie française, on a plutôt affaire à une société atomisée qui ressemble à un sac de pommes de terre : pas de lien véritable entre les patates qui le composent. En effet, et en dépit des rapports d'entraide classiques entre immigrés d'un même pays et du sentiment encore réel d'appartenance, chez les Noirs, à un groupe à part, nombreux sont les

4—Fait significatif, la campagne de Kamala Harris n'a même pas pris la peine de faire une vague promesse d'augmentation du salaire minimum, qui aurait mis en difficulté le discours prétendument pro-ouvrier des Républicains. C'était sûrement pour éviter d'effrayer les grands donateurs. Dans tous les cas, les abstentionnistes ont été très nombreux. En plus, les Démocrates semblaient ne pas avoir remarqué une évidence : l'élection de Trump en 2016 avait déjà été l'expression d'une révolte ouvrière contre leur collusion avec les banques sauvées de la crise financière et leur indifférence envers la détresse populaire. Voir Matthew Karp, « Party and Class in American Politics », *New Left Review*, n°139, janvier-février 2023.

observateurs à insister sur le déclin des formes de sociabilité et de vie associative traditionnelles<sup>5</sup>. Tout de même, voici une liste partielle des actions :

- très tôt, de petits groupes de lycéens de Los Angeles sont descendus plusieurs jours d'affilée dans la rue, suivis par ceux de Dallas, Philadelphie, Chicago, la région de San Francisco et d'ailleurs, pour protester contre les rafles touchant en quelques semaines plusieurs milliers d'immigrés en vue de leur expulsion ;
- le 19 février, un nouveau regroupement syndical, le Federal Unionists Network, a organisé de petits rassemblements dans une trentaine de villes pour « sauver nos services » face au DOGE ;
- il y a aussi des rassemblements devant des *showrooms* Tesla qui se poursuivent toujours, accompagnés de quelques actes de sabotage, ainsi qu'un rassemblement de 500 chercheurs médicaux à l'université de Washington ;
- le 1<sup>er</sup> mars, des milliers de personnes se sont rassemblées dans 145 parcs nationaux pour protester contre les licenciements, qui entraînent dans plusieurs cas la perte du logement ; parmi les renvoyés, des pompiers, garde-forestiers, biologistes, botanistes, ouvriers qualifiés et bien d'autres ;
- la semaine précédente, à un rassemblement devant le Capitole de l'État de Montana pour défendre les terres publiques, un manifestant portait une pancarte avec cette inscription : « Ce n'est pas les immigrés qui ont piqué mon boulot, c'est le Président. »
- des rassemblements pour défendre la liberté de recherche scientifique (Stand Up for Science) ont eu lieu le 7 mars ;
- fin mars, à un rassemblement contre le DOGE en Virginie occidentale, une pancarte montrait une caricature de Musk accompagnée de cette phrase : « Le seul immigré à nous avoir privés de travail. »

---

5 – Voir l'ouvrage désormais classique de Robert D. Putnam, *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, Simon & Schuster, 2000.

tions des féministes et des LGBT+... Cela ressemble fort à un programme de retour aux années 1950 ; même le maccarthyisme n'a pas été oublié.

Et même si cela s'avère totalement chimérique, il se dit qu'il pourra toujours en rejeter la responsabilité sur quelqu'un d'autre ou détourner l'attention grâce à une action militaire, des arrestations ou des expulsions spectaculaires, etc. Après tout, ses partisans ne lui ont pas tenu rigueur de n'avoir pas fait le quart de ce qu'il avait promis en 2016. Au contraire, certains ont même accepté à son instigation de jouer à l'insurrection et ont continué à le soutenir pendant sa traversée du désert. On a manifestement affaire à un phénomène d'ordre culturel, idéologique et psychologique qui ne doit pas grand-chose au calcul rationnel qu'affectionnent tant les économistes, qui s'obstinent à rappeler, à l'intention des électeurs de Trump, que le libre-échange leur permet d'acheter pour trois fois rien des vêtements, des jouets et des outils de bricolage importés d'autres pays<sup>44</sup>.

Nous avons déjà évoqué le risque d'échec que court la politique économique du gouvernement, sans parler du chaos que provoque l'action du DOGE. Nous avons également dit au début, non sans ironie, que la Bourse et, finalement, le capital dans son ensemble pourraient se montrer plus impitoyables que les contestataires envers le gouvernement. Qu'en est-il au juste ? Notons que, de toute façon, les marchés financiers américains étaient, et sont toujours, surévalués après des vagues successives d'injections de liquidités par les pouvoirs publics (à la suite de la crise de 2008, puis pour faire face à la pandémie et enfin dans le cadre des projets de dépense publique sous Biden). Une correction était donc quelque part au programme. Mais les droits de douane institués et surtout leur côté instable et imprévisible vont presque certainement accélérer cette correction et agraver son caractère anarchique. Par exemple, les producteurs de pétrole de schiste au Texas, qui ont pourtant beaucoup contribué à la campagne électorale de Trump,

---

44 – Comme l'a fait Steve Rattner sur le plateau de MSNBC le 27 mars 2025.

quée qu'ailleurs<sup>43</sup>. Ajoutons que la hiérarchisation extrême des universités américaines, de leurs droits d'entrée, ainsi que des perspectives de carrière qui en découlent, situation largement acceptée par la population comme normale ou en tout cas inévitable, permet de mieux comprendre à la fois la polarisation « culturelle » et politique de ces dernières années, avec une opposition stérile entre populisme et élitisme, et une impression plus générale d'atomisation, de vide, de « pulvérisation des identités » comme le dit Todd.

## PERSPECTIVES

Ce qui nous ramène à Trump, avec sa repolitisation à outrance de tout. Il s'est même fait élire président du conseil d'administration du Kennedy Center, grande salle de spectacles à Washington, sûrement afin de purger la haute culture des influences *woke*. Cette purge se prolonge jusque dans le système scolaire et surtout dans les universités, qui sont sommées désormais de se soumettre à une invraisemblable liste de contrôles et de conditions, sous peine de perdre tout financement de l'État fédéral (le prétexte étant le plus souvent le climat antisémite censé régner sur les campus...). Même les licenciements de chercheurs scientifiques employés par l'État fédéral relève de cette volonté de mainmise sur tout et, cela va sans dire, de chasse aux disciplines jugées néfastes comme la recherche sur le climat. Paradoxalement, les Américains, si méfiants d'ordinaire envers l'État central et si prompts à proclamer leur attachement à la liberté, viennent d'élire quelqu'un qui est en train de réaliser une centralisation autoritaire sans précédent du pouvoir. Trump promet, comme en 2016, de les sauver, par son seul volontarisme politique, de la mondialisation, des forces du marché capitaliste, des lenteurs administratives, de l'immigration massive, des revendica-

43 – « Fait remarquable, 42 % des hommes américains ayant grandi dans le quintile de revenu inférieur de la population y demeurent toute leur vie durant [en 2013], contre 25 % au Danemark et 30 % en Grande-Bretagne, pays tristement connu pour sa stratification de classe. » Steve Fraser, *The Age of Acquiescence*, Little, Brown and Company, p. 233.

- le siège du Parti républicain à Albuquerque (Nouveau-Mexique) a été endommagé le 30 mars par des cocktails Molotov ; un bombardement comparant l'autorité de contrôle des frontières au Ku Klux Klan a été trouvé sur place ;
- l'appel, par des groupes proches du Parti démocrate, à des rassemblements « Hands Off ! » (« Bas les pattes ») a été suivi le 5 avril dans quelque 1 600 communes réparties sur les 50 États, avec 100 000 manifestants à Washington, des dizaines de milliers à New York, 30 000 à Boston, de gros rassemblements à Los Angeles, Philadelphie, Chicago, Detroit, Minneapolis, ainsi que 7000 manifestants à Des Moines (Iowa), où Trump avait gagné en novembre avec 13,2 points d'avance, et des rassemblements dans une multitude de petites communes où les manifestations politiques sont rares ;
- plus généralement, le vice-président J. D. Vance a du mal à profiter de ses loisirs ; des manifestants l'ont accueilli pendant ses vacances de neige au Vermont (« Va faire du ski en Russie ! ») et lui et sa femme se sont fait bruyamment conspuer lors d'un concert au Kennedy Center.

Ce n'est pas rien, mais, dans un pays aussi vaste, aussi peuplé et aussi puissant, il faudrait de toute évidence passer à un niveau supérieur. Nous reviendrons plus longuement par la suite sur le climat social et culturel qui pourrait expliquer en partie le résultat de l'élection ainsi que l'anémie relative des réactions jusqu'ici.

8) Il reste néanmoins un contre-pouvoir redoutable : les marchés financiers. Et ils sont à la fois impitoyables et sans préjugés, contrairement aux magistrats, aux élus, aux salariés fédéraux, voire aux militants syndicaux. Si Trump s'obstine à désorganiser les services de l'État fédéral comme l'autorité de l'aviation civile (avec de nouveaux accidents en perspective), le service météorologique (dans un pays fréquemment en proie à des ouragans) ou l'autorité de surveillance des maladies infectieuses (l'antivax Robert F. Kennedy Jr., ministre de la Santé, s'amuse à proposer l'huile de foie de morue pour soigner la rougeole, qui se répand actuellement dans plusieurs États du pays, et à prôner l'inaction

face à la grippe aviaire), et si en outre il persiste à imposer des droits de douane punitifs qui alimentent l'inflation américaine et conduisent à des licenciements, Dieu ne le punira pas, le prolétariat révolutionnaire non plus, mais les marchés financiers, si. D'ailleurs, cette punition est déjà bien en cours. Et n'en déplaise à ceux qui incriminent à tous les coups le capital financier, il n'est pas détaché des autres secteurs de l'économie<sup>6</sup>, qui sont en train eux aussi de subir et de réagir à la politique du nouveau gouvernement.

### DES CHARLATANS AU POUVOIR ?

Justement, Trump montre régulièrement une incompréhension déroutante des questions financières et économiques et, facteur aggravant, il a pris soin, pour ce second mandat, de s'entourer de figures qui n'osent pas le contredire<sup>7</sup>. Si la bonne santé de la Bourse fut l'une de ses obsessions pendant son premier mandat (dans toutes ses allocutions, il s'en attribuait même la paternité), il a dans un premier temps affiché une grande insouciance face à la dégringolade des cours provoquée par ses droits de douane début avril 2025. En outre, la conception qu'il défend de l'autorité dont l'ont investi les électeurs en novembre, c'est-à-dire carte blanche, y compris d'aller à l'encontre de leurs intérêts et de gouverner par décrets (la ressemblance avec un certain président français saute aux yeux), lui donne un sentiment d'impunité. Et il faut dire que les sondages d'opinion ne montrent pas encore de retournement net de la base MAGA.

Une autre de ses obsessions est le déficit commercial, qu'il met entièrement sur le compte de la surévaluation du dollar et des pratiques prétendument malhonnêtes des autres pays<sup>8</sup> (parmi lesquelles il

6 – Ni d'ailleurs du niveau de vie de la population, ne serait-ce que parce que les fonds de pension sont investis en Bourse.

7 – Il a pu ainsi répéter avec assurance que c'est le pays exportateur qui doit acquitter les droits de douane.

8 – Trump oublie ou fait semblant d'oublier que le déficit américain est largement alimenté par des échanges au sein d'un même groupe et par des rap-

Voilà donc pour la trajectoire historique de la « démocratie réellement existante » en Amérique, que beaucoup estiment aujourd'hui en danger. Elle l'est d'une certaine façon, mais faut-il se battre pour la sauver ? Les courants révolutionnaires, marxistes, anarchistes ou autres, ont élaboré diverses critiques de la démocratie, soit en la dénonçant comme une supercherie tant que les classes dominantes et l'État conservaient leur pouvoir, soit en objectant qu'elle devait faire place à une démocratie ouvrière directe, ou encore en refusant le principe même comme une mystification faisant obstacle au mouvement communiste. Ce n'est pas notre propos de remettre ces débats sur le métier, mais de signaler que la démocratie telle qu'elle fonctionne dans les pays où elle a une longue histoire connaît depuis des années une nette dégénérescence et ne bénéficie plus de la franche adhésion de la population ni des élites. Pour l'exprimer autrement, elle a cessé d'être un enjeu. Emmanuel Todd insiste avec raison sur l'alphabétisation comme source traditionnelle de croyance en l'égalité des membres de la société, renforcée ensuite par une deuxième révolution éducative — l'essor de l'instruction secondaire — qui a commencé beaucoup plus tôt aux États-Unis qu'ailleurs<sup>41</sup>. Mais c'est alors qu'intervient une troisième révolution : « Le développement de l'éducation supérieure restratifie la population, il fait s'éteindre l'éthos égalitaire que l'alphabétisation de masse avait répandu, et, au-delà, tout sentiment d'appartenance à une collectivité<sup>42</sup>. » C'est, bien sûr, un phénomène observable dans tous les pays développés, mais qui prend une forme exacerbée aux États-Unis en raison de la poussée concomitante des inégalités, du fort recul de la protection sociale et d'une panne du fameux ascenseur social plus mar-

41 – « En 1955-1956 encore, le taux de participation à l'éducation des 15-19 ans, qui était de près de 80 % aux États-Unis, n'était que de 25 % en Suède, et compris entre 15 et 20 % en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, au Danemark, en Finlande et en Norvège. » Todd, *Où en sommes-nous ? op. cit.*, p.284.

42 – Todd, *La Défaite de l'Occident*, *op. cit.*, p.258.

sur la jurisprudence américaine. Enfin, Elon Musk est loin d'être la première figure nommée par un président à un poste influent sans être confirmée par le Sénat, puisque la fonction de conseiller à la sécurité nationale (W. Rostow, H. Kissinger, Z. Brzeziński, C. Rice, J. Bolton...) est exemptée de cette obligation.

Trump semble se surpasser en matière de brutalité envers les immigrés ou d'arrestation, en vue de leur expulsion, d'étudiants étrangers critiques de la politique israélienne. Et pourtant, il y a eu plus de 550 immigrés expulsés pour « radicalisme » en 1919-1920 (dont Emma Goldman et Alexander Berkman); 500 000 Mexicains et Mexicano-Américains qui ont été « rapatriés » entre 1929 et 1939, dont 60 % au moins avaient la nationalité américaine; 120 000 Nippo-Américains (dont les deux tiers étaient des citoyens américains) internés dans des camps de concentration pendant la Seconde Guerre mondiale; on pourrait allonger la liste. Ajoutons l'histoire bien connue des guerres de refoulement-extermination des autochtones du pays et celle de l'esclavage, suivi pendant longtemps d'un régime de terreur contre les Noirs, surtout du Sud. On se doit aussi d'évoquer un autre domaine où le fameux exceptionnalisme américain crève les yeux : la répression anti-ouvrière. « Si sept travailleurs trouvèrent la mort dans des conflits du travail au Royaume-Uni entre 1872 et 1914, seize en Allemagne et trente-cinq en France, ce fut le cas d'au moins 500 à 800 travailleurs aux États-Unis pendant la même période. Seule la Russie tsariste affichait à l'époque un bilan plus sanglant<sup>40</sup>. » La période réformiste, allant du *New Deal* de Roosevelt jusqu'aux lois sur l'égalité des droits entre les sexes et sur la protection de l'environnement, et en passant par les grandes lois, votées sous Lyndon Johnson, contre le racisme et pour l'instauration d'une certaine protection sociale, n'aura finalement duré qu'une quarantaine d'années.

40—Daniel Lazare, *The Velvet Coup*, *op. cit.*, p. 74-75, s'appuyant sur Michael Mann, *The Sources of Social Power*, Cambridge University Press, 1993, vol. 2, p. 635.

compte la TVA appliquée en Europe). C'est pourquoi lui et son équipe (Peter Navarro, Scott Bessent, Stephen Miran) misent tant sur les droits de douane et, plus particulièrement, sur des « réalignements Bretton Woods » qui obligeraient les pays ayant des excédents commerciaux importants avec les États-Unis à accepter un taux de change plus élevé de leur monnaie contre le dollar. Ceux qui rechignent à le faire cesseront d'être considérés comme des alliés et devraient affronter des droits de douane et des garanties moindres en matière de sécurité militaire. Dans l'idéal, selon Stephen Miran, cela déboucherait sur un « accord de Mar-a-Lago » (parodiant, avec un humour non voulu, les accords du Plaza signés sous R. Reagan en 1985 pour faire baisser un dollar surévalué) qui contraindrait États et investisseurs étrangers à troquer les bons du Trésor américain qu'ils détiennent actuellement pour des obligations à 100 ans qui, en outre, ne seraient pas vendables sur les marchés, mais échangeables uniquement contre d'autres titres du Trésor américain. Le but étant d'avoir le beurre et l'argent du beurre : pérenniser le rôle du dollar comme monnaie de réserve mondiale, mais dont le cours resterait suffisamment faible pour ne pas gêner les exportateurs américains aux entournures.

D'autre fins observateurs que le journaliste financier Federico Fubini (*Corriere della Sera*), Gillian Tett (*Financial Times*) ou Yánis Varoufákis (ancien ministre des Finances de la Grèce) ont fait grand cas de ce projet, et il serait effectivement tentant d'y déceler — enfin — le fameux « plan du capital » que guettent depuis longtemps certains courants révolutionnaires. L'ennui, c'est que, de l'avis de bon nombre d'économistes et de gestionnaires d'actifs, soit ce projet ne verra jamais le jour (à part le Japon et d'autres voisins de la Chine peut-être, la plupart des partenaires commerciaux importants de Washington ne se laisseraient pas intimider, à commencer par le plus important, la

ports de sous-traitance, qui ont un effet bénéfique sur la rentabilité et la puissance des multinationales américaines ainsi que, au-delà, sur la richesse du pays et le niveau de vie de ses habitants.

Chine), soit il conduirait à un échec cuisant pour les États-Unis et pour sa place prééminente dans le système financier international<sup>9</sup>. Sans compter que les agences de notation pourraient très bien assimiler ce tour de passe-passe à une restructuration déguisée de la dette souveraine américaine et en dégrader la note en conséquence, ce qui pousserait les investisseurs à exiger une prime de risque (c'est-à-dire un taux d'intérêt plus élevé) avant d'acheter de nouveaux titres américains.

### CRISE ÉCONOMIQUE OU CRISE POLITIQUE, SOCIALE ET CULTURELLE ?

Mais ne nous perdons pas dans des spéculations sur les chances de réussite de ce projet fumeux, car le plus important est ailleurs. En effet, derrière les soucis de l'équipe gouvernante concernant le déclin, réel ou imaginé, des États-Unis, se trouvent au moins trois problèmes de fond.

---

9—Pour ne citer que quelques problèmes : 1) le projet d'affaiblir durablement le dollar par le passage à des obligations perpétuelles obligeraient la Fed à abaisser ses taux (malgré la forte inflation américaine) et les autres banques centrales à relever les leurs (malgré l'atonie économique de ces pays); 2) cela ne pourrait pour autant empêcher à terme une remontée du dollar, même avec l'allongement de la durée des emprunts; 3) ce serait en outre oublier que la position dominante du dollar repose non seulement sur la sécurité et la liquidité des bons du Trésor américain, mais aussi sur une confiance internationale de longue date dans la gestion prudente de la politique économique du pays et son action en faveur d'un système mondial commercial et financier qui est stable et fondé sur des règles. En un mot, tout ce que le gouvernement de Trump s'emploie à ficher en l'air. L'historien économique Adam Tooze va jusqu'à demander, avec un malin plaisir, si l'intérêt porté par tant d'observateurs par ailleurs sensés au projet de Miran ne relèverait pas du syndrome de Stockholm : on finit par prêter à ceux qui vous prennent en otage (l'équipe de Trump) une réflexion sérieuse sur le moyen de vous sortir du bourbier dans lequel ils vous ont eux-mêmes fourré. Voir « Stockholm syndrome in Mar-a-Lago: The belief that “something must be done” and the sanewashing of economic policy in the age of Trump », *Chartbook*, n°363, 19 mars 2025.

galvaniser les troupes, avec le succès qu'on sait. Même en Europe, ce terme est généralement impropre pour caractériser les mouvements actuels de droite, mais l'appliquer aux États-Unis, c'est s'aveugler carrément sur les profondes racines natives du phénomène Trump, comme le démontre bien Daniel Bessner<sup>39</sup>. En effet, tout ce que fait le gouvernement actuel a des antécédents dans l'histoire du pays. Loin d'être un produit importé, le trumpisme représente l'intensification de tendances profondément américaines, car Trump et ses complices se servent des instruments normaux du système politique en place pour démanteler les institutions. Nul besoin dès lors de recourir au mot fascisme ni de rechercher, comme le font les journalistes, des similitudes avec Hitler et Mussolini (ou encore Poutine et Orbán).

Depuis la fondation de la République américaine, la présidence s'est progressivement renforcée au détriment du Congrès, censé pourtant représenter la volonté du peuple, qui a abdiqué ses responsabilités. Le Congrès a par exemple la responsabilité de déclarer la guerre, et l'a fait onze fois en tout, dont la dernière remonte à 1942. Or le pays, affirme Bessner, se trouve depuis lors dans un état de guerre quasi permanent (ou plutôt, à notre avis, dans un état d'intervention assez régulière à l'étranger) : « Autrement dit, on vit, depuis les années 1940 au moins, dans une crise constitutionnelle continue quoique rarement remarquée. » Quant à la « théorie de l'exécutif unitaire », qui attribue au président la même autorité qu'aux tribunaux pour interpréter les lois concernant la fonction exécutive et qui sous-tend l'action de Trump, non seulement elle ne date pas d'hier, mais les juristes de droite qui la défendent ne font pas référence au droit fasciste ou nazi ; ils se basent

---

39—« This is America », jacobinmag.com, 27 mars 2025. Au sujet des comparaisons avec l'entre-deux-guerres, l'auteur souligne l'absence, dans les États-Unis d'aujourd'hui, d'une défaite militaire ayant bouleversé l'ordre social, de bandes de jeunes démobilisés perturbés et agressifs, d'un mouvement communiste qui effraie les couches dominantes ou du phénomène de l'hyper-inflation.

## UN ORDRE DÉMOCRATIQUE À SAUVER ?

Aujourd’hui, Trump et ses collaborateurs attaquent ouvertement les normes constitutionnelles fondamentales du pays, c'est-à-dire la séparation et l'indépendance des pouvoirs, et enfreignent non seulement les lois votées par le Congrès, mais le texte de la Constitution, document considéré comme quasi sacré aux États-Unis. En même temps, ils refusent plus ou moins d'obtempérer aux injonctions des juges, tant et si bien que nombre de commentateurs parlent actuellement d'une crise constitutionnelle. Mais comme le soulignent des voix critiques comme Aziz Rana ou Daniel Lazare, cela n'a aucun sens d'appeler, comme le font tant d'Américains, au respect d'un document qui a joué un rôle aussi réactionnaire pendant l'essentiel de son histoire, qui affirme sans l'avouer le contraire de la Déclaration d'indépendance (tous les hommes naissent égaux, sauf que certains sont les esclaves d'autres...), qui est presque impossible à amender et qui a créé une institution, le Sénat, dont le rôle principal est de priver de pouvoir la majorité de la population<sup>38</sup>. C'est même en bonne partie l'ordre constitutionnel qui a ouvert la voie à Trump, Musk et le Projet 2025.

Le fascisme en marche ? C'était un des tours que Kamala Harris a jugé opportun de sortir de son sac pendant sa campagne électorale pour

38 – Voir Aziz Rana, « Constitutional collapse », *New Left Review Sidecar*, 21 mars 2025; Daniel Lazare, *The Frozen Republic*, Mariner Books, 1997; et *The Velvet Coup*, Verso, 2001. Dans un podcast récent sur le Democratic Constitution Blog (le 17 novembre 2024), Lazare souligne que personne n'est en mesure de nous expliquer le sens véritable de la Constitution prétendument violée par Trump, puisqu'elle dit tout et son contraire. Concernant le Sénat, où chacun des États, quelle que soit sa population, a le droit à deux sénateurs, il indique que, si au début de la république, le rapport de population entre l'État le plus peuplé et l'État le moins peuplé était de 11 à 1, c'est aujourd'hui de 68 à 1. Et de faire remarquer que le conservatisme, la fermeture d'esprit si caractéristique du pays, doit beaucoup à cette attitude quasi religieuse envers la Constitution : il faut la respecter tout simplement parce que c'est ce qu'ont voulu les pères fondateurs.

- ce pays est le centre incontestable d'un empire mondial du capital tout en demeurant un État-nation;
- le déficit commercial des États-Unis ne nous dit rien sur la puissance véritable du capital américain à l'heure actuelle ;
- la crise politique, sociale et culturelle du pays, bien sensible, n'est pas à confondre avec une crise économique.

Procérons par ordre. *Temps critiques* conçoit depuis des années la domination capitaliste comme étant structurée en trois niveaux articulés entre eux : un sommet, ou niveau I, regroupant les États les plus puissants, les grandes entreprises multinationales, les organisations internationales, etc., où se déroulent les phénomènes couramment associés à la mondialisation ; un niveau II qui est celui de la spécificité nationale (ou régionale), où doivent se reproduire et se gérer les rapports sociaux, si conflictuels soient-ils ; et enfin un niveau III où prédominent les zones grises de l'emploi, ainsi que l'économie informelle ou de subsistance dans les pays pauvres. Cette analyse nous donne un bon point de départ pour appréhender la réalité rapidement changeante des États-Unis.

Comme pays à l'initiative et toujours au cœur de l'empire transnational, les États-Unis comptent encore une grosse partie des entreprises les plus influentes du monde. Le défi soviétique d'autrefois est depuis longtemps oublié, mais on pourrait en dire autant du défi japonais et allemand des années 1970 et 1980. Avec la montée de la Chine et, à un degré moindre, de l'Inde, ces deux concurrents d'hier ont depuis été éclipsés. En revanche, la part des entreprises multinationales américaines dans le total des bénéfices des entreprises du monde est demeurée relativement constante depuis des années selon l'économiste canadien Sean Starrs. Pour lui d'ailleurs, on a là un indicateur bien plus parlant que le PIB ou la comptabilité nationale, surtout dans le cas d'un pays dont les entreprises tirent une part de plus en plus importante de leurs bénéfices de leur activité à l'internationale. Sur la base du classement Forbes Global 2000, Starrs s'est penché sur 25 secteurs larges. Or, en 2024, des firmes transnationales (FTN) américaines dominent 13 de

ces secteurs et ont la première place dans 19. Leur avance sur le numéro deux est en général écrasante, soit plus du double de Taïwan dans l'électronique et plus de 13 fois la Chine dans le matériel informatique et les logiciels. Par ailleurs, la distribution de la puissance n'a pas beaucoup bougé depuis 2005 (année de début de ses recherches). La Chine est en tête dans quatre secteurs (banque, construction, sylviculture-métaux-mines, télécommunications), tandis que le Japon est en tête dans deux autres (automobiles-camions-pièces détachées, sociétés commerciales). Le plus gros changement est le déclin relatif du Japon et de l'Europe et la montée de la Chine, mais la persistance de la puissance américaine souligne l'absurdité, comme dans les années 1980, de parler d'un déclin américain<sup>10</sup>.

---

10 – Voir l'interview de Sean Starrs, « US Economic Decline Has Been Greatly Exaggerated », dans *jacobin.com*, 21 février 2025. Shimshon Bichler et Jonathan Nitzan, dont la thèse du « capital comme pouvoir » a influencé *Temps critiques*, présentent un bilan opposé indiquant que la part des entreprises américaines dans les bénéfices mondiaux est en baisse constante; voir Bichler et Nitzan, « Making America great again », *Real-world economics review*, n° 90, 2019. Chiffres contre chiffres, graphiques contre graphiques, la démonstration de Starrs nous paraît néanmoins plus probante. Ainsi, explique-t-il, beaucoup de théoriciens de la mondialisation pensent à tort que les propriétaires des FTN se trouvent dispersés dans le monde entier, formant une classe capitaliste transnationale. Or on assiste au contraire à l'extension mondiale de l'emprise américaine sur les entreprises les plus importantes. Les capitalistes américains détiennent en moyenne 81% des FTN américaines (données de 2021) et 46% des actions en circulation des 500 FTN les plus importantes du monde, alors que seules 35% de celles-ci sont domiciliées aux États-Unis. En deuxième place se trouvent les capitalistes japonais, avec un taux de détention de 6,6%, alors que les FTN japonaises ne représentent que 8,6% des 500. Enfin, les capitalistes américains détiennent même 9,7% des parts des 50 premières entreprises *étatiques* en Chine. À titre de comparaison, c'est supérieur à la part détenue dans les 50 premières FTN américaines par la nationalité étrangère la plus importante — les Britanniques —, qui ne s'élève qu'à 5,6%. Bien entendu, tout cela ne préjuge pas de la capacité future de rattrapage de la

des boucs émissaires (les étrangers), mais une réaction encore plus courante est l'autodestruction.

Une société aussi déstructurée, qui ne croit plus que dans la réussite individuelle, mais qui la met hors de portée pour la majorité de ses membres, est une proie facile pour les cyniques de Fox News et des démagogues qui promettent de rendre à l'Amérique sa grandeur d'autrefois. Il faut dire que le trumpisme représente une reconnaissance détournée de l'évidence que la « mondialisation heureuse » n'a pas fait que des heureux. Mais par-delà l'argent à gagner en manipulant l'opinion, c'est bien d'un dérèglement d'origine politique qu'il s'agit, et le caractère nihiliste du climat récent pointé par Emmanuel Todd nous paraît convaincant. Tant qu'il y aura des élections avec deux partis rivaux, il faudra les gagner, et les méthodes utilisées pour y arriver sont devenues au fil des ans de plus en plus grossières. L'omniprésence des financements des campagnes, ouverts comme occultes, est bien connue. En outre, les Républicains ont gagné deux présidentielles sans majorité absolue des suffrages grâce au système du collège électoral, l'une des caractéristiques multiples qui placent les États-Unis parmi les pays les moins « démocratiques » de tous ceux qui prétendent à ce titre. On sait aussi que Trump, qui a organisé en janvier 2021 une mini-insurrection pour essayer d'annuler par la force sa défaite aux urnes en novembre 2020, a réussi à échapper aux poursuites judiciaires et a gracié dès son investiture en janvier 2025 l'ensemble des condamnés pour l'assaut du Capitole. Ce que l'on sait moins, c'est que, une élection plus tôt, les Démocrates avaient fait de leur mieux pour discréditer Trump avec le Russiagate, tout simplement parce qu'ils ne voulaient pas accepter leur défaite de 2016. Or le dossier s'est révélé en grande partie vide.

---

2000 le nombre de dossiers d'invalidité pris en charge par le *Department of Veteran Affairs*, qui assure des services de santé à vie pour les anciens combattants ainsi qu'un large éventail d'autres services. C'est peut-être ce qu'il y a encore de plus solide dans l'État-providence américain...

ronnementales, de lutte contre les discriminations) qui anime Trump et ses acolytes, d'autant qu'ils ont l'impression que leurs concurrents chinois, bien qu'exposés à l'arbitraire du Parti communiste, n'ont pas en fin de compte à subir autant de tracasseries qu'eux et peuvent donc avancer plus vite. Vrai ou faux, il faut saisir que ce ne sont pas ceux qui n'ont rien à perdre qui agissent aujourd'hui, par exemple les victimes de la désindustrialisation, de l'épidémie des opioïdes ou de la stagnation des ghettos ; ce sont plutôt ceux qui pensent avec aplomb que, quoi qu'ils fassent, ils retomberont toujours sur leurs pattes. À l'instar des nouveaux gouvernants, ils sont grisés par l'image d'eux-mêmes comme des anticonformistes qui contestent les pouvoirs et les schémas établis et qui sont bien partis pour balayer tous les obstacles — technologiques, institutionnels, géopolitiques ou humains — qui se dressent sur leur chemin.

Reste toutefois la question la plus épineuse : pourquoi tout ça ? Le *capital américain*, nous l'avons dit, n'avait nul besoin d'un tel renversement et les acteurs de celui-ci ne sont pas économiquement menacés. Mais il n'en va pas de même de la *nation américaine*, qui correspond à ce que nous considérons comme le niveau II de la domination capitaliste. La désindustrialisation, la déréglementation et la suppression d'une grande partie des aides sociales — notamment sous le Démocrate Bill Clinton — ont eu des effets ravageurs, et le sauvetage des banques après la crise de 2008 n'a fait que renforcer un sentiment d'injustice et d'impuissance déjà bien palpable. À cela s'ajoutent les retombées, à l'intérieur du pays, d'une série de guerres plutôt ratées qui, contrairement à la Seconde Guerre mondiale, n'ont pas permis aux combattants ni à leur entourage de construire des récits positifs<sup>37</sup>. Certains cherchent

37 – En 2023, on dénombrait 15,8 millions d'anciens combattants aux États-Unis, soit 6,1 % de la population de dix-huit ans et au-dessus, dont la majorité remonte à la guerre du Vietnam. Si on laisse de côté Israël, c'est le seul pays riche où le vécu militaire a un tel poids. La « guerre contre le terrorisme » déclenchée par George W. Bush a fait monter en flèche au début des années

Sauf que voilà : l'internationalisation croissante du capital américain depuis la Seconde Guerre mondiale, source de profits immenses et donc de suprématie économique, politique, militaire et finalement culturelle (cinéma, pop musique, mode vestimentaire et, pour finir, habitudes alimentaires...), ne va pas sans créer des tensions à l'intérieur du pays ; c'est la contradiction par excellence entre le niveau I et le niveau II de la domination. Citons le rôle de la monnaie nationale comme monnaie de réserve mondiale et les déséquilibres que cela occasionne ; l'importance relative des dépenses militaires et des interventions armées (épargnées en grande partie aux pays de moindre rang), fonction de gendarme international oblige<sup>ii</sup> ; la nécessité d'attirer, par la politique financière et monétaire, les capitaux du monde entier pour financer le tout ainsi que la nécessité pour les autres d'investir et de vendre leurs produits aux États-Unis afin d'obtenir des dollars, ce qui rend de moins en moins compétitive la production nationale ; la possibilité de recruter de la main-d'œuvre qualifiée d'autres pays, qui permet de se désintéresser de l'éducation et de la santé de la population américaine ; et ainsi de suite.

La société américaine est donc mise à rude épreuve, comme le montrent des indicateurs comme le recul de l'espérance de vie, la forte mor-

---

Chine, mais comme le souligne Starrs, la marginalisation que les Américains ont infligée à Huawei fait penser que ce sera un processus très lent...

ii – Grâce en partie au parapluie militaire américaine, les Européens ont pu longtemps se permettre des budgets sociaux généreux. Dans l'UE, la protection sociale est passée de 36,6 % de la dépense publique en 1995 à 41,4 % à la veille de la pandémie selon Eurostat. La protection sociale allemande (qui comprend les pensions, mais pas les dépenses de santé) est plus du double du niveau américain relativement au PIB. L'écart est encore plus grand dans le cas de la France. En revanche, les dépenses militaires de la plupart des grandes économies européennes ont diminué de moitié entre 1963 et 2023 en pourcentage du PIB. Source : Valentina Romei, Sam Fleming, Alan Smith, « The end of Europe's “peace dividend” », *Financial Times*, 17 mars 2025.

talité infantile<sup>12</sup>, la santé médiocre et la précarité économique d'une part non négligeable de la population, la violence endémique ou un taux d'incarcération à peine imaginable (5 % de la population mondiale, mais 20 % des prisonniers de la planète). C'est entre autres choses contre ce marasme que s'insurgent les nationalistes de droite comme Steve Bannon<sup>13</sup>, ou même Trump (qui, lui, croit sans doute que l'achat de vins français par les Américains est le résultat d'une vaste escroquerie). À gauche comme à droite, du reste, la nostalgie des décennies heureuses (des années 1950 jusqu'à la fin des années 1970) où l'on pensait vivre dans un pays prospère, fortement industrialisé et relativement homogène, peuplé d'ouvriers bien payés et fiers d'appartenir à une vague classe moyenne, demeure très présente. Tout cela s'inscrit dans une ambiance marquée par un sentiment diffus de déclin de l'Amérique sur tous les plans : économique, politique, militaire, social, culturel. Selon certains, le point de vue « décliniste », qui aurait peut-être des racines dans le puritanisme des origines, remonte au moins jusqu'au lancement du *Spoutnik* par l'Union soviétique en 1957 et renaît périodiquement face à chaque nouveau défi. Aujourd'hui en tout cas, il est alimenté par une impression d'impuissance relative face à l'essor de la Chine et à la précarisation économique vécue par tant d'Américains. Mais contrairement à l'époque de la guerre froide, quand la rivalité avec l'URSS avait incité les États-Unis à se réformer

12 – L'Italie, autrefois pays pauvre par excellence qui déversait sa population excédentaire aux États-Unis, affiche depuis 1985 un taux de mortalité infantile plus faible que ceux-ci et, depuis 1993, une espérance de vie supérieure.

13 – Pas de doute sur son orientation à droite. Mais contrairement au Parti républicain et bien sûr à Trump, Bannon réclame une forte imposition des riches et considère la crise des *subprimes* comme l'un des plus gros scandales des temps modernes ; il fait valoir que les banques ont accordé ces crédits immobiliers principalement à des Noirs et des Latinos à faibles revenus en sachant qu'elles pourraient bientôt saisir les biens, qu'elles en détiennent encore aujourd'hui les titres de propriété et que la société américaine ne leur demande toujours pas des comptes.

que, même dans le cadre d'un gouvernement en apparence déchaîné, il peut y avoir des acteurs « rationnels » selon les critères des économistes néoclassiques.

Mais *quid* des anarcho-capitalistes ou des libertariens, dont ceux de la première génération, en Californie du Sud, passèrent leur temps libre à dénoncer l'État et le reste de leur temps à travailler plutôt pour lui, dans le secteur de l'armement<sup>36</sup> ? Les explications du style « Tout ça, c'est une affaire de gros sous » n'expliquent décidément pas grand-chose. Ce qui semble faire marcher anti-étatistes et techno-libertariens est une sorte de rationalité aveugle. Vivant pour l'essentiel dans un milieu confraternel d'hommes (les « *tech bro's* »), grands amateurs de jeux vidéo, donnant souvent à leur entreprise un nom tiré du *Seigneur des anneaux* de Tolkien, ils évoluent largement dans un univers parallèle fait d'encodage, de levée de fonds habile et d'enrichissement quasi miraculeux. Les conséquences de leurs actes pour les êtres humains ne font pas partie de leur réflexion. Même Musk, pourtant ingénieur et industriel, correspond à ce modèle, comme il le montre quotidiennement. Ce courant, à la jonction des nouvelles technologies, de la finance et de la science-fiction, est mû par la rage de tout chambarder. Ce qui pose, en creux, de gros problèmes du point de vue de tout projet d'émancipation digne de ce nom, car un tel projet supposerait non seulement du changement, mais également de la conservation : de la nature extérieure ainsi que de notre nature intérieure pour commencer, face à de telles poussées antihumanistes...

Dans tous les cas, les techno-libertariens et certains patrons de la tech d'orientation plus classique semblent se retrouver — du moins pour le moment — dans la volonté de refonte de l'État, de liquidation de tout l'univers mental et institutionnel associé à la « gauche » ou même au *New Deal*, dont des dépenses publiques servant à des fins autres que la capitalisation ou l'armement, et de casse des normes (syndicales, envi-

36 – Sur la genèse de ce courant, voir Lisa McGirr, *Suburban Warriors*, Princeton University Press, 2001.

une autonomisation partielle de la sphère politique, avec des seconds rôles quand même importants pour son aile *business* (il y a même une patronne du secteur du catch comme secrétaire à l'Éducation), son aile technologique, ses diverses ailes idéologiques... Est-ce parce que le contrôle de l'État est devenu plus crucial que jamais dans le capitalisme actuel ? C'est une hypothèse à creuser, d'autant plus que les entreprises de la Silicon Valley, qui estimaient autrefois que, vu leur caractère indispensable, elles n'avaient pas besoin de faire du lobbying, ont fini par s'y lancer massivement. Par exemple, Palantir, jeune société d'analyse des données qui travaille beaucoup pour le Pentagone, a déclaré en 2024 des dépenses de lobbying de 5,8 millions de dollars (c'est beaucoup, mais encore loin derrière Lockheed Martin et Northrop Grumman) et a su établir un système de passerelles entre ses dirigeants et les hauts fonctionnaires à Washington (et à Westminster) qui a donné naissance à un extraordinaire réseau d'influence. Ce qui montre bien que, même dans le cadre d'un gouvernement en apparence déchaîné, il peut y avoir des acteurs « rationnels » selon les critères des économistes néoclassiques.

Mais *quid* des anarcho-capitalistes ou des libertariens, dont ceux de la première génération, en Californie du Sud, passèrent leur temps libre à dénoncer l'État et le reste de leur temps à travailler plutôt pour lui, dans le secteur de l'armement<sup>36</sup> ? Les explications du style « Tout ça, c'est une affaire de gros sous » n'expliquent décidément pas grand-chose. Ce qui semble faire marcher anti-étatistes et techno-libertariens est une sorte de rationalité aveugle. Vivant pour l'essentiel dans un milieu confraternel d'hommes (les « tech bro's »), grands amateurs de

---

financières créées pour maintenir l'économie à flot. À *Temps critiques*, nous avons essayé au fil des ans de porter un regard moins orthodoxe sur le capital aujourd'hui et, de toute façon, il convient de se rappeler que les marxistes pronostiquent régulièrement une grande crise depuis au moins les années 1970, sans que cela débouche sur des perspectives d'action politique.

36 – Sur la genèse de ce courant, voir Lisa McGirr, *Suburban Warriors*, Princeton University Press, 2001.

(législation contre la ségrégation raciale et pour la protection sociale) pour se poser en pays exemplaire, il n'y a plus aujourd'hui ni optimisme ni volonté de changement. Et le climat d'inimitié croissante de ces dernières décennies, tant sur le plan de la politique intérieure qu'internationale, avec la multiplication des interventions militaires, n'a pu que préparer le terrain à quelqu'un comme Trump, qui se targue d'agir sans ménagement<sup>14</sup>.

Crise sociale et désorientation culturelle donc. Mais le capital américain (ou le capital dans son ensemble) est-il pour autant en crise ? C'est, bien sûr, la thèse de prédilection des marxistes traditionnels comme le Parti de l'égalité socialiste (trotskiste). D'autres du camp révolutionnaire, ou même pas, comme l'économiste Branko Milanović, voient dans l'élection de Trump la « fin symbolique de l'ère néolibérale<sup>15</sup> ». Mais comme il ressort de l'analyse de Sean Starrs déjà citée, la puissance du capital américain ne donne pas de signes de flancher, malgré la montée en gamme de la Chine et une situation internationale très agitée. À tout prendre, nous préférons pour notre part le point de vue d'Emmanuel Todd, qui met l'accent sur la perte de repères provoquée par l'effacement progressif du protestantisme, qu'il identifie comme

14 – Pour une analyse plus générale de la question du déclin en Occident, voir Jacques Wajnsztejn, « Puissance et déclin : la fragile synthèse trumpienne », dans ce même numéro.

15 – « To the Finland Station. Trump as a tool of history », <https://branko2f7.substack.com/p/07.01.25>. D'autres observateurs considèrent que le trumpisme représente non seulement une rupture avec le néolibéralisme, mais même un retour au mercantilisme d'autrefois. C'est le cas de Gillian Tett du *Financial Times* et surtout d'Arnaud Orain, qui parle d'un « capitalisme de la finitude » et du « retour de la rareté » (« Mercantilisme et capitalisme de la finitude : aux origines de l'Empire Trump », dans *Le Grand Continent*, 20 mars 2025). Ce texte n'est pas dénué d'intérêt, mais, d'une part, l'auteur exagère le caractère libéral des périodes libérales (l'accaparement, le pillage et la mise hors jeu des « lois du marché » ont émaillé toute l'histoire du capitalisme) et donc la nouveauté de la période actuelle et, d'autre part, il ne semble pas envisager l'éventualité d'un échec du projet de Trump.

l'une des clés de l'essor historique des États-Unis, de l'Europe du Nord-Ouest et plus largement de l'Occident et qui, sous une forme atténuée, a longtemps continué de nourrir des courants œuvrant pour le bien commun (socialisme, syndicalisme, patriotisme, esprit civique<sup>16</sup>...). Il souligne le caractère « nihiliste » de la politique américaine d'aujourd'hui, et cela depuis bien avant le mandat actuel de Trump, mais celui-ci l'incarne de façon particulièrement crue, avec son obsession d'afficher en toute circonstance une image de force ou même de violence, souvent au mépris de toute réflexion stratégique<sup>17</sup>.

Quant à la dimension politique de cette crise, nous avons déjà vu que le Parti républicain, quoique traditionnellement lié aux milieux d'affaires, a de plus en plus de mal à surpasser les Démocrates lorsqu'il s'agit de lever des fonds auprès des très grosses entreprises et des donateurs les plus fortunés. Cela, ainsi que l'impossibilité de crier sur les toits son intention de « voler aux pauvres pour donner aux riches », explique son exploitation, au fil des ans, de thèmes sociétaux souvent disparates afin de mobiliser tour à tour les anti-avortement (dont les chrétiens fondamentalistes), les passionnés des armes à feu, les suprémacistes blancs et les milices d'extrême droite, les groupes non mixtes revendiquant leur masculinisme, les covid-sceptiques et antivax, etc. Dans le domaine économique, un observateur au moins considère les Républicains comme le « parti des ploutocrates » qui se battent surtout pour assurer leur influence dans les différents États fédérés, où la structure non unitaire du pays permet de faire adopter des lois plus avantageuses qu'au niveau fédéral : thèse recevable (en dépit du côté anachronique et nébuleux du terme employé) à condition de ne pas

16 – *La Défaite de l'Occident*, Gallimard, 2024. Comme d'habitude avec Todd, il y a à boire et à manger là-dedans...

17 – Associé depuis les années 1980 au milieu du catch, Trump serait capable de se tirer une balle dans le pied du moment qu'il était convaincu que cela projetterait une image de force et surtout d'écrasement de son « adversaire ». Dernière illustration en date de ce trait de caractère : les droits de douane sur les produits canadiens.

nous avons aussi rappelé que les États-Unis demeurent le centre de l'empire du capital et disposent à ce titre de moyens formidables. Cet empire a beau être profondément déséquilibré, chaotique et source de souffrances, la puissance économique américaine n'est pas vraiment menacée. Si bien qu'on peut se demander si ce n'est pas justement la certitude de cette suprématie qui favorise le comportement profondément irresponsable des couches dirigeantes du pays qu'on a actuellement sous les yeux<sup>34</sup>. On y devine une perte de contact avec la réalité que la génération d'Américains, confrontée à l'Allemagne nazie et au Japon impérial, ne se serait jamais permise.

### RETOUR DU POLITIQUE ET RATIONALITÉ AVEUGLE

On assiste dans ce cas à quelque chose que les théoriciens marxistes, anarchistes et autres n'avaient pas tout à fait prévu : un bouleversement du régime politique qui ne trouve sa source immédiate ni dans une crise économique, ni dans une flambée ou un blocage des luttes sociales ni dans un conflit international majeur<sup>35</sup>. Ce qui se passe, c'est plutôt

---

Trump et son entourage hésitent entre ces deux visions, entre une sorte de malthusianisme pessimiste, où l'horizon est en plein rétrécissement, et la conviction — très ancrée dans un pays qui parvient à créer de la monnaie et à émettre de la dette pratiquement sans limites — que tout s'arrangera en leur faveur, que le monde entier restera finalement à leur disposition.

34 – Henry Kissinger, lui-même réfugié allemand, a affirmé que la notion même de désastre est totalement étrangère à la pensée politique américaine. Pour ce qui est de la montée en puissance des BRICS, le yuan chinois a toujours du mal à rivaliser ne serait-ce qu'avec le dollar canadien en tant que part des réserves de devises mondiales.

35 – Susan Watkins, en conformité avec le point de vue qui prédomine dans la *New Left Review*, évoque « l'augmentation des surcapacités industrielles et les montagnes spéculatives de capitaux non investissables et de dettes », qui vont plutôt conduire d'après elle à une récession mondiale (*op. cit.*, p. 17). Un point de vue similaire, mais développé avec plus de rigueur, se trouve chez Phil A. Neel, « The Knife At Your Throat », Field Notes, *The Brooklyn Rail*, octobre 2022, qui insiste, à la suite de Robert Brenner, sur la série de bulles

d'autres dirigeants autoritaires, d'autant qu'il ne peut que baver devant leur mainmise sur les institutions de leur pays. Et aussi de comprendre une dimension de l'hostilité affichée par son vice-président envers l'Europe, coupable, aux yeux de son milieu politique, d'un attachement démodé à la protection sociale (d'autant plus agaçant que l'on constate que les Européens, longtemps perçus comme des loqueteux rêvant de s'installer au Nouveau Monde, vivent plus vieux, en meilleure santé et dans une plus grande sécurité que les Américains) et à l'universalisme hérité des Lumières, valeurs auxquelles les États-Unis semblent avoir tourné le dos. Le « progrès » se limitant dès lors aux transformations technologiques infinies et, éventuellement, au mirage de l'enrichissement, pour les plus malins, grâce aux placements sur Internet et aux cryptomonnaies, ou à celui du dépassement de la condition humaine promis par le transhumanisme.

Non pas qu'il n'y ait pas d'intérêts économiques en jeu, loin de là. Nous avons souligné au début de ce texte l'importance de la rivalité avec la Chine et donc de la mobilisation, par Washington, du secteur des nouvelles technologies pour y faire face. Les menaces d'un retour au colonialisme territorial à l'ancienne (Groenland, canal de Panama, Canada) ainsi que le projet de relancer la construction à grande échelle de navires de commerce sont à comprendre dans ce contexte<sup>33</sup>. Mais

33 – Rappelons que l'idée d'un droit des États-Unis à dominer directement ou indirectement l'ensemble du continent américain et toutes les îles situées à proximité remonte au moins jusqu'aux années 1840 (la doctrine de la « destinée manifeste ») et, outre l'annexion de territoires appartenant à la France, à l'Espagne et au Mexique, s'est exprimée concrètement à de multiples reprises, y compris à l'égard du Groenland sous Harry Truman, président dans la période considérée comme celle de la plus grande ouverture internationale du pays. Derrière cet expansionnisme, on trouve la fameuse notion de « frontière », cette poussée continue vers l'Ouest qui a tant façonné l'univers mental des Américains. Assiste-t-on donc aujourd'hui à un retour à une politique des sphères d'influence, jugée plus réaliste que la chimère « globaliste » d'un monde sans frontières ? On a plutôt l'impression que

assimiler les « ploutocrates » en question aux fractions véritablement dominantes du capital, qui, elles, arrivent à s'affranchir en bonne partie du cadre local et national. C'était déjà le cas sous la présidence de Ronald Reagan, précurseur à bien des égards de Trump sur le plan économique, quand des sociétés pétrolières de taille moyenne ont su, avec d'autres entreprises montantes, remanier les rapports de force économiques et politiques aux États-Unis<sup>18</sup>.

Il n'empêche que ce parti qui a tant fait pour « redistribuer » les richesses vers le haut a également réussi à s'attirer des électeurs populaires grâce à son appel, relayé par Fox News et des réseaux sociaux partisans, à la haine de l'État fédéral, rendu responsable de toutes les souffrances, et des « élites », assimilées pour l'essentiel à ceux qui ont fait des études universitaires et que l'on taxe de mépris. La mentalité anti-Washington a une longue histoire aux États-Unis et elle est facile à réactiver<sup>19</sup>. Ce qui

18 – Sur ce point, voir notamment Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*, Verso, 1986. Concernant le « parti des ploutocrates » et les effets néfastes de la décentralisation américaine, voir Blair Fix, « Partisan Politics and the Road to Plutocracy », <https://economicsfromthetopdown.com>, 31 janvier 2025. Si nous insistons sur la distinction entre les ploutocrates en question et les couches véritablement dominantes, c'est aussi parce que, comme Peter Thiel l'a signalé à Emmanuel Todd, celles-ci n'ont pas vraiment à se soucier des questions de fiscalité puisqu'elles ne paient déjà presque pas d'impôts... Mais c'est peut-être à Mike Davis qu'on doit le portrait le plus saisissant de ceux qu'il désigne plutôt comme les « lumpen-milliardaires » et qui sont une composante non négligeable de la base électorale de Trump. C'est une couche sociale géographiquement éloignée des sites traditionnels du pouvoir, située dans et autour d'agglomérations de 10 000 à 50 000 habitants (des « micropoles ») : outre des concessionnaires de voitures et de gros entrepreneurs du bâtiment, on trouve « des fortunes amassées dans l'immobilier, le *private equity*, les casinos et des services allant d'armées privées à des activités d'usure à l'échelle industrielle ». Voir Mike Davis, « Trench Warfare », *New Left Review*, n°126, nov.-déc. 2020, p.18-19.

19 – Dans une interview récente (MSNBC, 17 mars 2025), Francis Fukuyama, hégelien de droite et auteur du livre *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*

nous paraît plus frappant, c'est que la colère populaire semble néanmoins épargner en grande partie le monde de l'entreprise, tant il est identifié dans l'esprit américain à la « recherche du bonheur » énoncée comme l'un des droits inaliénables dans la Déclaration d'indépendance. Certes, ce pays a connu des courants socialistes et anarchistes ainsi que des mouvements de révolte qui ont donné par moments des sueurs froides aux classes dominantes. Il n'empêche que la culture libérale-démocratique y est profondément enracinée, et cela depuis même l'époque coloniale. On a beau râler contre le sauvetage des banques par les pouvoirs publics ou le poids croissant des milliardaires (évoqué même par Joe Biden dans son dernier discours en tant que président), chacun rêve de réussir un jour en affaires, ou juge en tout cas que c'est un rêve entièrement légitime. Comme l'a écrit un historien de la vieille école injustement mésestimé : « Être “américain”, c'est se pénétrer du syndrome du succès-échec<sup>20</sup>. » Quant à l'image des élites instruites, nanties et méprisantes, concentrées principalement sur les deux côtes, elle correspond bien à une réalité. Elle se nourrit d'abord de la stratification éducative, phénomène qui a démarré plus précocement aux États-Unis qu'ailleurs, et, ensuite et surtout, d'un accroissement des inégalités abondamment documenté et d'une polarisation socio-économique bien plus poussée qu'en Europe occidentale. Il est vrai, comme l'ont signalé Thomas Piketty et d'autres chercheurs, que la redistribution de ces dernières décennies a profité essentiellement à la fraction tout en haut du 1 % supérieur des revenus. Mais cela ne rime à rien de résumer, à la manière d'*Occupy Wall Street*, la société américaine à une minuscule oligarchie écrasant plus de 99 % de la population, car ce reste de la population n'est pas du tout homogène : ni éco-

(Flammarion, 1992), a caractérisé le DOGE de Musk d'« extension pathologique de la mentalité antiétatique déjà présente dans la culture américaine ». 20 – Louis Hartz, *The Founding of New Societies*, Harvest/Harcourt, Brace, Jovanovich, 1964, p. 110. Traduction française : *Les Enfants de l'Europe : Canada, États-Unis, Amérique latine, Afrique du Sud, Australie*, Seuil, 1968.

des programmes Medicare, Medicaid et Sécurité sociale (pensions de retraite et d'invalidité), utilisation des forces armées face aux troubles à l'ordre public et ainsi de suite<sup>31</sup>. À cela s'ajoute un aspect non négligeable déjà évoqué, à savoir la volonté de Trump et de son milieu de régler des comptes avec leurs adversaires.

Mais si le fonctionnement du régime donne une telle impression de désordre, ce n'est pas seulement en raison des méthodes expéditives de Musk et des jeunes informaticiens peu au fait du fonctionnement de l'administration qu'il a recrutés<sup>32</sup>. C'est aussi parce que le programme, qui est avant tout politique et idéologique, a un fond destructeur et nihiliste qui traduit le caractère troublé de la société américaine. La réindustrialisation est un projet problématique, certes, mais qui pourrait avoir un sens. *Idem* pour celui de la réduction du déficit budgétaire. Or ce n'est pas de cela qu'il s'agit ici. Aucun économiste sérieux à l'extérieur du gouvernement ne croit à l'efficacité des droits de douane, ni comme moyen d'inciter les industriels à se réinstaller aux États-Unis (la politique de Biden y était à la limite plus propice), ni comme source suffisante de recettes pour résorber l'énorme déficit budgétaire. Ils servent donc à montrer au monde entier qui commande ; on est dans une logique de tribut et de prédation. Cela permet de mieux comprendre l'admiration et l'amitié qu'exprime Trump pour Poutine et

31 – Trump n'a jamais digéré le fait que, face aux émeutes à la suite de la mort de George Floyd en 2020, de hauts gradés comme Mark Esper, alors ministre de la Défense, et le général Mark Milley ont refusé sa demande de déployer l'armée. Milley surtout l'avait énervé en affirmant qu'il avait prêté serment à la Constitution, pas au président. Notons que Trump a lui-même opté pour une approche nettement moins répressive quand ses partisans se sont livrés six mois plus tard à une tentative d'insurrection dans la capitale du pays.

32 – Au sujet du DOGE, Susan Watkins écrit que « [...] ses objectifs évoquent l'irréalité des quotas du Gosplan : supprimer 1,5 million d'emplois, économiser 2000 milliards de dollars » ; *op. cit.*, p. 14. Précisons que, même si tous les salariés fédéraux disparaissaient par enchantement, l'économie obtenue serait inférieure à 680 milliards de dollars.

Quoi qu'il en soit, ce qu'il faut retenir, surtout concernant les accélérationnistes ou les libertariens, c'est qu'il y a des moments de l'histoire où toute l'initiative passe dans le camp adverse. Et même si nous considérons que la distinction gauche-droite est largement caduque aujourd'hui, force est de constater que ceux qui, aux États-Unis, prétendaient incarner la solidarité, l'espoir d'une vie meilleure, voire la transformation radicale — bref, la gauche — ont pu paraître comme les défenseurs et les bénéficiaires d'un *establishment*, comme le parti de l'immobilisme (mis à part leur engouement pour des nouveautés comme la « fluidité de genre »), et surtout très à cheval sur leurs normes contraignantes (tout le contraire de la volonté d'émancipation ayant caractérisé les révoltes des années 1960). Ce qui a permis à ceux d'en face, comme Joe Rogan, spécialiste d'arts martiaux devenu comique puis podcasteur très suivi, d'adopter sans difficulté une posture de frondeurs qui disent « Merde ! » aux donneurs de leçons voulant tout régenter, de se positionner comme le parti du mouvement. C'est ainsi qu'Alexandria Ocasio-Cortez, jeune élue sociale-démocrate new-yorkaise au Congrès et proche de Bernie Sanders, a pu apprendre sur le terrain que nombre de ses électeurs fidèles avaient néanmoins voté en novembre pour Trump à cause de son côté « rebelle ». Il est significatif à cet égard que, jusqu'ici, les réactions contre les mesures les plus drastiques introduites par Trump et Musk prennent essentiellement la forme d'une défense des lois et des institutions en danger.

Nous avons vu que le nouveau gouvernement est travaillé par des incohérences et les lubies du leader suprême, à tel point qu'il ressemble souvent à un bateau ivre. Est-ce donc le signe d'une absence de programme ? Certainement pas, étant donné que le Projet 2025, rédigé en 2023 par la très conservatrice Heritage Foundation pour préparer le retour au pouvoir de Trump, avait déjà fixé les grandes lignes de ce qui se déroule actuellement : concentration du pouvoir entre les mains du président, placement de fidèles à tous les postes clés, démantèlement de la fonction publique, suppression, rétrécissement ou mise au pas de nombre d'institutions (dont la Justice, les tribunaux et le FBI), réduction des impôts (déjà faibles) sur les sociétés, éviction-privatisation

nomiquement, ni culturellement, ni sur le plan de l'espérance de vie. Et la plupart des habitants du pays s'en aperçoivent.

Les mouvements de révolte des années 1960 (pour les droits civiques et contre le racisme, contre la guerre au Vietnam, dans les lieux de travail) se sont déités pour des raisons trop compliquées à expliquer ici. Disons pour simplifier que le Parti démocrate, qui, au pouvoir pendant les années d'escalade de l'intervention militaire américaine en Indochine, fut vivement et parfois même violemment contesté, comme lors de son congrès à Chicago en 1968, a peu à peu réussi à résorber ou à neutraliser la plus grande partie des courants auparavant actifs. C'est surtout notable chez les Noirs : certains ont connu la mort ou la prison dans un contexte d'affrontements avec les forces répressives ; d'autres, militants ouvriers, ont subi un autre type de répression sous forme de licenciements à la suite de grèves sauvages ou de dégraissages (prélude à la désindustrialisation qui allait bientôt déferler) ; d'autres encore ont pu peupler les bureaucraties politiques et sociales aux niveaux municipal, fédéral ou des États, devenant ainsi une composante clé de la coalition hétéroclite formée par les Démocrates. Et pendant ce temps, le gros de la population noire urbaine, largement ghettoisée, a vécu à partir des années 1980 une situation de grave décomposition sociale : chômage de masse, multiplication des sans-abris, toxicomanie et trafics à grande échelle, politique systématique d'arrestation-incarcération, suppression par Bill Clinton en 1997 d'un des programmes de protection sociale les plus vitaux du point de vue des habitants des quartiers déshérités. Quant aux mesures de discrimination positive, elles n'ont pas été sans effets, mais seule une minorité de cette « minorité » a pu en bénéficier.

Parallèlement, les intellectuels de gauche, désormais orphelins des grands thèmes de mobilisation, se sont repliés pour la plupart sur le confort de l'entre-soi. Cela leur a permis de cultiver en toute tranquillité des mœurs éclairées (féminisme, multiculturalisme, écologisme, attitude positive envers l'homosexualité et, plus tard, la transsexualité), tout en se dotant d'une armature théorique importée de la vieille Eu-

rope (la fameuse *French theory*) dont le seul vocabulaire (souvent le fruit de traductions révérencieusement littérales) garantit l'incommunicabilité avec un peuple américain condamné d'avance comme bétien et réactionnaire, condamnation qui donne à son tour l'assurance d'une supériorité morale et de classe. C'est là que se trouvent la source et la recette du tristement célèbre *wokisme*. Et comme tout cela se produit dans un pays marqué historiquement par le puritanisme, la chasse aux sorcières n'est jamais très loin, de part et d'autre de l'échiquier politique. Ainsi, les uns interdisent des livres ou des films qu'ils estiment contraires aux valeurs traditionnelles ; les autres empêchent la tenue de conférences par des intervenants dénoncés comme politiquement nuisibles (ou censés heurter les susceptibilités de telle ou telle « minorité » ou « victime »). Ou alors ils intentent, dans l'enceinte de l'université, des procès en sorcellerie dignes de l'URSS sous Staline (c'est-à-dire sans confrontation, ni présomption d'innocence, ni même parfois révélation de l'identité de l'accusateur) contre des professeurs, qui risquent quelquefois de perdre leur emploi<sup>21</sup>. L'essentiel étant d'instaurer un climat d'intimidation généralisée.

Sauf que, à ce jeu-là, c'est au bout du compte le plus fort qui gagne, comme le « peuple de gauche » américain découvre actuellement à ses dépens. Car Trump et son équipe ont beau être brouillons dans le domaine économique, ils savent bien s'y prendre en matière de chantage et de racket, et ils sont décidés à mener sans pitié la « guerre culturelle ». Il est confondant de constater la promptitude avec laquelle entreprises, administrations et universités sont en train de se débarrasser, depuis novembre dernier, de leurs engagements d'hier en faveur des principes DEI. Mais ceux qui ont tant œuvré par le passé pour ré-

---

21 – Une dérive magistralement analysée par Laura Kipnis, qui relate sa tentative courageuse mais infructueuse pour défendre un collègue de fac' contre une plainte pour inconduite sexuelle inventée de toutes pièces, dans *Le sexe polémique: Quand la paranoïa s'empare des campus américains*, Liber, 2019.

Reconnaissons tout de même à Trump d'être parvenu à réunir une coalition inédite qui l'a porté une nouvelle fois à la Maison-Blanche. Des nationalistes de droite comme Steve Bannon, porte-parole auto-proclamé des petites gens victimes de la mondialisation ; des technolibertariens comme Peter Thiel (flanqué de jeunes entrepreneurs ou ingénieurs hostiles à la discrimination positive qui ont en commun d'avoir triomphé par leurs propres moyens et, dans plusieurs cas, d'être d'origine étrangère) ; le courant accélérationniste<sup>29</sup> autour de l'anarcho-capitaliste Curtis Yarvin (apparemment à l'origine de la proposition de renvoyer tous les salariés de l'État fédéral adoptée par Elon Musk) ; des Républicains classiques, souvent issus du Tea Party, qui rêvent depuis des années de déréglementations-privatisations tous azimuts et de renversement du *New Deal* ; des chrétiens fondamentalistes (quoique de moins en moins bruyants dernièrement) ; des nostalgiques de la guerre froide qui veulent en découdre avec la Chine : il n'est pas évident qu'un tel assemblage puisse échapper longtemps à l'éclatement<sup>30</sup>.

---

29 – Parti d'un noyau d'enseignants de gauche à l'université de Warwick au Royaume-Uni, amateurs de Deleuze et de Guattari, l'accélérationnisme repose sur l'idée que la transformation radicale de la société doit venir d'une accélération du capitalisme et des processus qui y sont historiquement associés, plutôt que de son renversement. Nick Land, l'un des fondateurs, est devenu depuis un admirateur du régime chinois et le héraut d'une philosophie technophile et anti-égalitaire qui a reçu le nom de « Dark Enlightenment ». Pour lui comme pour Yarvin, l'État idéal devrait fonctionner comme une entreprise (ou comme Singapour) dont les membres n'auraient pas de droits, mais seulement l'option de partir faire leurs emplettes ailleurs...

30 – Nous ne nous aventurerons pas à faire des pronostics sur l'avenir politique d'Elon Musk. Certains, comme F. Fukuyama, estiment qu'il est inamovible, compte tenu de sa puissance de feu, tandis que d'autres pensent qu'il pourrait servir de fusible à Trump en cas de surchauffe. L'ennui, c'est que ce dernier a besoin des moyens financiers de son ami industriel pour pouvoir intimider les récalcitrants, au Congrès et ailleurs, et qu'il pourra difficilement le remplacer.

guerre » du président (le franchissement de la frontière américaine par des clandestins venus d'un pays « hostile » comme le Venezuela étant assimilé à une invasion étrangère).

### ... MAIS AUSSI DES ÉLÉMENTS DE RUPTURE

Il est temps de dire quelques mots de plus sur ce bonimenteur. En tant que promoteur immobilier, Trump s'est distingué moins par son succès que par sa malhonnêteté (notamment des refus de payer ses fournisseurs), et c'est vraisemblablement de cette expérience qu'il a tiré sa philosophie de l'économie et de la politique comme un jeu à somme nulle (un bien est à toi ou à moi). Son mentor en début de carrière fut Roy Cohn, juriste qui s'était fait un nom comme persécuteur de Julius et Ethel Rosenberg, ensuite comme assistant du célèbre Joseph McCarthy et plus tard comme avocat des clans mafieux Gambino et Genovese. Sa consigne à son jeune disciple : « Attaquer, contre-attaquer et ne jamais s'excuser. » Ce n'est que dans la téléréalité que Trump a pu s'imposer, d'où son obsession de l'image publique et son mépris total de la distinction entre le vrai et le faux. Vaniteux et rancunier, il consacre beaucoup d'énergie à la vengeance et a réussi, ce coup-ci, à constituer une équipe de fidèles à 100 %, tant il supporte mal la critique (le corollaire étant sa soif maladive de louanges). Il agit à dessein de façon imprévisible pour déstabiliser ses adversaires (et c'est souvent efficace). Sa vision de la concurrence étrangère remonte sans doute à sa jeunesse, quand les Américains les plus naïfs redoutaient d'être submergés par le Japon<sup>28</sup>. Et comme nombre de ses compatriotes, il pense sincèrement que le *soft power*, par exemple l'aide au développement (USAID), se résume à des cadeaux offerts à des fainéants ingrats, au lieu d'être un moyen d'écouler des produits américains, d'édulcorer des rapports de dépendance, voire d'établir des antennes supplémentaires dans des zones reculées où la CIA n'a pas de présence.

28 – Dans une vidéo datant de 1987, Trump dénonce le caractère « bidon » du libre-commerce en citant spécifiquement le Japon...

duire les autres au silence (au nom du politiquement correct) sont mal placés pour crier aujourd'hui à la censure<sup>22</sup>.

Nous avons déjà évoqué la stupeur qui a accueilli à gauche cette deuxième victoire de Trump. Nombre de commentateurs insistaient encore, la veille, sur la bonne santé de l'économie, sur le côté prometteur des mesures introduites par Biden du point de vue de la croissance et de la transition verte, dont des investissements ciblant exprès les régions votant plutôt pour les Républicains. D'où la gêne, le déni ou la recherche de boucs émissaires de la part des « progressistes » après coup. Or, en réalité, et si ambitieuses furent-elles, les lois votées sous Biden (*Infrastructure Act*, *Inflation Reduction Act* et *Chips Act*) avaient créé peu d'emplois dans l'immédiat, alors que l'inflation, elle, restait forte et que la part des salaires dans le PIB avait continué de baisser<sup>23</sup>. Par ailleurs, et en dépit du racisme encore bien présent aux États-Unis, bon nombre d'électeurs latinos et même noirs ont voté pour Trump, d'une part parce qu'ils se souvenaient des aides très conséquentes distribuées par celui-ci en temps de pandémie et d'autre part, dans le cas des Latinos, parce qu'ils ne se retrouvent vraisemblablement pas dans la propagande du Parti démocrate : elle les présente comme des exclus et des opprimés et non pas comme un groupe qui, malgré le stress, les difficultés et l'hostilité des autochtones (mot discutable dans un pays constitué à ce point par des vagues successives de migration), qui font partie de l'expérience immigrée, va finir comme toutes les immigrations pré-

22 – Au lieu de se féliciter en leur for intérieur de vivre loin d'un pays aussi barbare, ceux qui, en Europe, ont adopté avec tant d'alacrité et si peu d'esprit critique les modes intellectuelles américaines de ces dernières années et les pratiques politiques qui en découlent feraient bien de méditer le sens de l'enchaînement résumé ici, car cela les concerne aussi.

23 – Voir Susan Watkins, « Baselines », *New Left Review*, n°151, janvier-février 2025.

céderes par se fondre dans le creuset américain<sup>24</sup>. Et dont la plupart des membres n'aspirent d'ailleurs pas à autre chose.

### DES ÉLÉMENTS DE CONTINUITÉ HISTORIQUE...

Nous avons signalé au départ le caractère radical des changements en cours. Mais avant d'aller plus loin, il ne serait pas inutile de rappeler les continuités entre le régime de Trump et le passé récent et lointain. En effet, comme le soulignent Adam Tooze et d'autres, l'unilatéralisme américain est plutôt la règle que l'exception dans l'histoire, y compris dans les périodes que certains ont tendance à idéaliser rétrospectivement (donc bien avant le tournant dit néolibéral tant décrié) : refus de ratifier le traité de Versailles en 1919 et d'adhérer à la Société des Nations, droits de douane extraordinairement élevés jusqu'au *New Deal*, diplomatie consistant à laisser l'Angleterre et la France seules face à Mussolini et à Hitler, renversement du système Bretton Woods par Nixon, deuxième guerre d'Irak... Même chose en ce qui concerne la brutalité affichée par Trump et Vance : est-ce pire que la guerre contre le terrorisme de Bush fils ? Que le bombardement du Cambodge et du Laos ? Que les innombrables coups d'État organisés par Washington pendant la guerre froide ? En plus, sur toute une série de dossiers, le prédecesseur de Trump a mené une politique à la fois confuse et nuisible : « Joe Biden, explique Tooze, aura présidé à une reprise profondément inopportun de la prétention américaine au leadership mondial. Résultat : un gouvernement engagé dans la défense de l'Ukraine,

<sup>24</sup>—La revue allemande *Wildcat* a développé un argument similaire dans « Von Trump zu Trump », article paru dans son numéro 114 (hiver 2024-2025). Mais déjà bien avant, Emmanuel Todd avait noté que le message subliminal envoyé par les Démocrates aux Hispaniques en voie d'assimilation était : « Nous allons vous protéger ; pour nous, vous êtes comme des Noirs » (dans *Où en sommes-nous ?* Seuil, 2017, p.349). Autrement dit, comme le groupe paria par excellence de la société américaine.

le soutien à l'escalade israélienne au Moyen-Orient et le jusqu'au-boutisme face à la Chine. »<sup>25</sup>

Susan Watkins, directrice de la *New Left Review*, affirme justement que la seule vraie rupture opérée par Trump semble être la dédiabolisation de Poutine, due vraisemblablement à la décision de son équipe de mettre le paquet sur la Chine, et donc de chercher à rétablir de bons rapports avec la Russie, voire avec l'Iran, afin d'éviter de se disperser et de pouvoir mieux isoler Pékin<sup>26</sup>... Elle souligne dans ce contexte la constance du positionnement antichinois des gouvernements successifs d'Obama, de Trump et de Biden... ainsi que de la politique américaine en matière d'immigration depuis le second mandat de Ronald Reagan dans les années 1980, lorsque celui-ci, grand ami des producteurs d'agrumes californiens, a signé une loi régularisant près de 3 millions de clandestins. C'est sous Obama, Démocrate et symbole de la « diversité », qu'il y avait eu le plus d'expulsions jusque-là. Trump a juré en 2016 de construire un mur à la frontière mexicaine, mais il n'est parvenu en quatre ans qu'à ajouter 80 kilomètres de clôtures. Et en dépit de ses discours incendiaires contre les immigrés, il en a expulsé moins qu'Obama et beaucoup moins que Biden. Il recommence actuellement (la lutte contre l'« invasion » était l'une de ses grandes promesses électorales), mais il n'a à sa disposition que 6000 agents habilités de l'ICE (police douanière et de contrôle des frontières) pour « sévir » sur près de 10 millions de kilomètres carrés de territoire<sup>27</sup>. Cela explique son recours à des actions spectaculaires mais de faible portée, comme l'arrestation de 238 immigrés sans papiers soupçonnés de faire partie d'un gang vénézuélien et leur envoi, sans procédure, dans une prison-centre de torture au Salvador le 16 mars, au mépris d'une injonction contraire d'un juge fédéral et en invoquant les « pouvoirs de

<sup>25</sup>—Adam Tooze, « us global leadership has never been plain sailing », *Financial Times*, 8 mars 2025.

<sup>26</sup>—Watkins, *op. cit.*, p.13, p.17.

<sup>27</sup>—*Ibid.*, p.14-15.